

« TENDANCES DE L'ORIENT »

La « malédiction syrienne » hante l'Europe

par Pierre Khalaf

PARTENAIRES | BEYROUTH (LIBAN) | 2 AVRIL 2012

ENGLISH



La tendance générale

La « malédiction syrienne » hante l'Europe

Par Ghaleb Kandil

L'interdiction de l'entrée sur le territoire français, par Nicolas Sarkozy, du prédicateur extrémiste égypto-qatari Youssef Qardaoui, et la poursuite des efforts pour le démantèlement des cellules terroristes takfiristes sur le sol français, sont un signe que la France est frappée par ce qui est appelée « la malédiction syrienne », surtout que Paris était le fer de lance de l'agression contre la Syrie, menée par les Frères musulmans et consorts.

Depuis le début du printemps arabe, les pays occidentaux se vantent d'héberger les mouvements terroristes qu'ils avaient déjà instrumentalisés pour mobiliser les jeunes arabes dans la guerre afghane contre l'Union soviétique.

La réutilisation de ces mouvements a provoqué un climat politique et médiatique plein de tensions et d'appels à l'extrémisme et au meurtre, et a créé un cycle infernal qu'il est difficile de briser sans procéder à une révision totale de la position vis-à-vis de la Syrie et de la grille de lecture pour l'ajuster afin qu'elle serve les intérêts de la stabilité en Europe.

Un an est passé et les différents pays occidentaux rivalisent pour réserver le meilleur accueil aux Frères musulmans, sur les flancs duquel poussent des groupes plus extrémistes les uns que les autres, qui ont provoqué des bains de sang et attiré comme un aimant Al-Qaïda et consorts.

Une fois de plus, l'Occident paye de sa propre sécurité le prix de ce partenariat, de cette malédiction. L'Arabie saoudite et le Qatar, les deux « alliés intimes » de Nicolas Sarkozy, accordent abri et soutien au commandement des Frères musulmans, qui jouissent de l'appui de l'institution religieuse.

Il y a 20 ans, des voix sages sont apparues en Europe, appelant à faire la distinction entre les mouvements islamistes nationaux qui résistent à Israël et les groupes terroristes et takfiristes, basés sur le principe de l'élimination de l'autre en l'assassinant. Toutefois, les élites dirigeantes européennes, soumises à l'hégémonie américaine, ont fait taire ces voix et leur ont tourné le dos sous la pression des lobbys sionistes. Ces mouvements de résistance anti-israéliens ont été encerclés, traqués, interdits en Europe, leurs associations dissoutes, leurs sympathisants harcelés.

En contrepartie, le commandement des Frères musulmans et d'autres groupes extrémistes ont trouvé les portes des capitales européennes grandes ouvertes et ont pu endoctriner et recruter dans les rangs des communautés musulmanes du Vieux continent.

L'année dernière, les gouvernements européens ont considérablement augmenté les facilités accordées à ces mouvements sous couvert dudit printemps arabe, et grâce aux « services » offerts par ces mouvements pour l'occupation et le pillage de la Libye, pour protéger Camp David et pour normaliser les relations entre la Tunisie et l'État hébreu. Le soutien européen en général, franco-britannique en particulier, s'est concentré à

tous ces groupes extrémistes et sanglants qui ont mis la Syrie à feu et à sang pour tenter de démanteler l'État national laïque syrien.

Les Européens autorisent la diffusion dans leurs pays de chaînes satellitaires prônant la haine, le racisme, l'exclusion religieuse, les appels au meurtre et les incitation aux massacres à caractère sectaire, comme la chaîne *Al-Wissal*, qui héberge le cheikh extrémiste Adnane Arour, qui a appelé au meurtre du tiers des Syriens. En revanche, les chaînes *Al-Manar* du Hezbollah, *Al-Aqsa* du Hamas et d'autres télévisions appartenant à des mouvements anti-israéliens, sont interdites, car elles prônent la résistance, comme le faisait Charles de Gaulle via Radio Londres, en 1942.

La « malédiction syrienne » va hanter tous les gouvernements européens qui ont choisi de se compromettre avec les extrémistes au prix de torrents de sang versé en Syrie.

La tendance en Syrie



Baroud de déshonneur pour les « ennemis de la Syrie »

Les « Amis de la Syrie », réunis dimanche à Istanbul, ont reconnu le Conseil national syrien (CNS) formé par l'opposition comme « *représentant légitime du peuple syrien* ». Les délégués de 33 États et autant d'organisations ont en outre invité l'émissaire Kofi Annan, à fixer un calendrier de mesures à prendre en cas de non-application de son plan de paix, accepté par Damas mais ignoré jusqu'à présent par « les oppositions » syriennes.

Cette contre-attaque des ennemis de la Syrie vise à rééquilibrer une situation politico-diplomatique en faveur du pouvoir syrien.

D'ailleurs, Damas estime avoir passé avec succès un cap difficile, puisque ni la Ligue ni le plan de l'Onu ne demandent le départ du régime ou de son président. Les partisans du régime considèrent aussi avoir marqué un point important en remportant des succès décisifs sur le terrain, en détruisant notamment la chambre d'opérations installée par les insurgés à Baba Amr, à Homs.

De plus, le pouvoir syrien considère que la déclaration présidentielle du Conseil de sécurité, adoptée le 21 mars, est dans son intérêt car elle réclame l'arrêt des violences de la part de toutes les parties, reconnaissant ainsi implicitement que l'opposition commet elle aussi des actes de violence. De plus, le régime a remporté des victoires militaires en montrant qu'il contrôle pratiquement le terrain dans les grandes villes. Mais il doit encore faire face à deux problèmes importants, la sécurité et l'économie. Aussi, a-t-il choisi d'affronter ces nouvelles réalités en prenant une double décision. D'abord, il compte restructurer ses services de sécurité en les unifiant dans le cadre d'un Conseil national de sécurité. Ensuite, il cherche à imposer un contrôle strict de toutes ses frontières, avec la Jordanie, la Turquie, l'Irak et le Liban, pour mettre un terme au passage des armes et des combattants. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle il entreprend désormais des opérations le long des frontières libanaises.

C'est donc à partir de ces nouvelles données que le président syrien a annoncé qu'il acceptait le plan d'Annan, mais il a toutefois exprimé son refus de permettre à ce plan de consacrer des lignes de démarcation dans le pays. Ce qui signifie qu'il continuera à pourchasser les terroristes partout où ils se trouvent. Il n'y aura pas de sanctuaires pour les groupes armés.

Déclarations et prises de positions



► **Sayyed Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah**

« Les Israéliens souhaiteraient que la Palestine soit effacée des mémoires et tombe dans l'oubli. Ils ont tout fait dans ce but, cherchant à pousser ses fils au désespoir, pour qu'ils acceptent le fait accompli et renoncent à la lutte. Mais ils ont échoué, puisque la Journée de la terre continue d'être célébrée, alors que la lutte continue. Une partie des Libanais et des Palestiniens aidés par l'Iran ont réussi à remporter des victoires historiques sur les Israéliens au Liban et à Gaza. En Syrie, de nouvelles données sont apparues qui montrent le recul, sinon la disparition, de l'option de l'intervention militaire étrangère en Syrie et de l'armement de l'opposition. Il est aussi devenu clair qu'il est impossible de faire chuter le régime syrien par les voies militaires, alors que la mission Annan propose une solution politique. Une telle solution repose sur deux constantes : le dialogue entre le régime et l'opposition, et les réformes institutionnelles et politiques. Tous ceux qui se disent soucieux de l'intérêt du peuple syrien et de la stabilité dans la région devraient donc pousser vers le dialogue et vers l'adoption de la solution politique. L'opposition peut provoquer des explosions et envoyer des voitures piégées, mais cela ne fait pas chuter le régime. Ce qu'il faut donc, c'est une solution politique, comme nous le réclamions depuis le début. De même, la demande internationale d'un départ du président Assad a reculé. Il s'agit maintenant de chercher à rapprocher les points de vue et à cesser la campagne médiatique visant à pousser les gens à la révolte et à la violence.

Je comprends que le dossier syrien occupe tant de place dans les sommets en raison de l'importance de la Syrie, mais je ne

comprends pas comment le sommet arabe peut ne pas évoquer la situation à Bahreïn, qui est un royaume arabe, peuplé d'Arabes et qui vit une véritable tragédie. Mais il est interdit de reconnaître qu'il existe un problème là-bas, sous peine du boycott par certains pays du sommet. Le peuple de Bahreïn a le souffle long et une grande détermination. Il saura remporter une victoire.

Au Liban, à ceux qui attendent les développements en Syrie pour renforcer leur position, je leur conseille de revoir leurs calculs. La direction du vent est désormais connue, même si les choses doivent prendre du temps et que la situation n'est pas celle qui prévalait il y a un an. Il n'est plus nécessaire d'attendre et de perdre ainsi du temps. Nous ne sommes pas d'accord sur le dossier syrien, soit. Chacun a le droit d'exprimer son opinion, même si certains ont été loin dans les attaques personnelles, mais il ne faut plus faire des paris perdants, ni surtout déstabiliser le Liban à cause du dossier syrien. Le gouvernement actuel reste en place, non pas parce que telle est la décision du Hezbollah, mais parce que l'équation politique qui l'a amené au pouvoir est encore valable. Ce ne sont pas les manifestations ni les performances ou l'échec d'un gouvernement qui le font chuter, mais bien les équations politiques. »

Revue de presse

► **As Safir** (Quotidien libanais proche de la majorité, 30 mars 2012)

Ghassab al-Moukhtar

Le gouvernement libanais a adopté la politique de dissociation de la crise syrienne dans l'espoir de préserver la stabilité sécuritaire et politique au Liban. Mais il n'a pas réussi car certaines forces politiques s'emploient à soutenir l'opposition syrienne politiquement, médiatiquement, financièrement et militairement, sans mesurer les conséquences d'un tel choix, dont la plus dangereuse serait liée au monopole de la décision de paix ou de guerre avec un État voisin frère.

La politique de dissociation a été en œuvre au sein des instances régionales et internationales. Mais sur le terrain, les problèmes

sécuritaire, social et humanitaire se sont accumulés en raison de l'affluence des réfugiés syriens. Les autorités libanaises vérifient-elles l'identité de ces réfugiés qui se divisent en trois catégories : les familles contraintes de fuir le pays en, les éléments armés et les personnes blessées.

Selon des sources officielles, des fonds parviennent aux responsables des comités de coordination de l'opposition syrienne ainsi qu'aux hôpitaux pour couvrir les dépenses de traitement des blessés. Toutefois, aucun service de sécurité libanais ne vérifie ces cas, bien que la loi oblige les Forces de sécurité à assumer un rôle à cet égard conformément à la loi. La Sûreté générale, elle, doit enregistrer le nom des réfugiés qui traversent légalement les points de passages et des blessés. Aucune autorité sécuritaire ne relève le nom des personnes arrivées illégalement au Liban. Les divisions politiques internes ont vidé la politique de dissociation de son contenu.

► *As Safir* (29 mars 2012)

Nabil Haïtham

Le chef du Parti socialiste progressiste, le député Walid Joumblatt, a estimé que l'élément essentiel qui a empêché la révolution syrienne de s'étendre n'est pas la force du régime et sa capacité à contrôler le terrain face aux groupes armés. C'est le fait « qu'il n'y a pas de décision internationale de renverser Bachar al-Assad. » Selon lui, ce régime est un besoin pour la Fédération de Russie, comme il l'était avant elle pour l'Union soviétique. Il est également un besoin pour les Américains. « Qui protégera les frontières Nord des 'voisins' dans le Golan et au Liban » ? s'est-il interrogé.

« L'opposition syrienne est allée trop loin dans ses paris après avoir entendu de grandes paroles des Américains et des Européens tantôt sur la chute du régime dans quelques jours, tantôt sur le fait qu'Assad avait perdu sa légitimité, a ajouté M. Joumblatt. Mais la vérité est différente. Le régime n'est pas tombé. Ça ne vous dit rien que le monde entier n'a pas pu introduire une seule ambulance à Baba Amr ? »

M. Joumblatt a refusé les analyses selon lesquelles ses positions vis-à-vis du régime syrien signifient qu'il est désormais plus

proche du 14-Mars. Il rappelle que dès le départ, il a défini ses limites dans « la zone indépendante, aux côtés du président Michel Sleiman et d'autres ». S'il reconnaît avoir eu deux conversations téléphoniques avec Saad Hariri récemment, il exclut une éventuelle rencontre avec l'ancien Premier ministre car « elle a un prix politique que je ne suis pas disposé à payer. » « Je suis satisfait de ma position actuelle et je reste au gouvernement en dépit de ses défaut et défaillances », a-t-il dit.

En revanche, M. Joumblatt affirme être en contact « quasi-quotidien » avec le Hezbollah par le biais du responsable du comité de liaison Wafic Safa. « Nous avons surmonté la grande période de tension au lendemain des événements de 2008, a expliqué le leader du PSP. Nous avons conclu un arrangement prévoyant d'éviter toute polémique communautaire et nous y sommes attachés. Soyons réalistes : quel danger est-ce que je pourrais représenter pour le Hezbollah ? Je ne suis pas d'accord avec la logique des théoriciens du 14-Mars qui parient sur la chute du régime syrien pour récupérer le pouvoir en ignorant le partenaire chiite et en refusant tout dialogue avec lui. Cette logique ne mène nulle part. »

M. Joumblatt a réaffirmé son attachement aux armes du Hezbollah qui « restent un besoin jusqu'à la libération de la terre occupée et pour faire face aux agressions israélienne ».

► ***As Safir*** (27 mars 2012) Kassem Kassir

Des sources islamistes à Beyrouth ont révélé que des émissaires libanais et arabes ont fait des va-et-vient ces dernières semaines entre Téhéran et des capitales arabes pour y rencontrer des responsables iraniens et des dirigeants des Frères musulmans, et ont transporté des messages positifs entre les deux parties. Ces émissaires ont réussi à convaincre la direction des Frères à prendre une série d'initiatives, aussi bien sur le dossier syrien que dans la question des relations entre l'Iran et les pays arabes. Cela pourrait contribuer à instaurer un climat de confiance entre les deux parties à l'avenir, si l'Iran réagit positivement à son tour à des demandes formulées par les Frères visant à jeter les fondements d'une solution politique à la crise syrienne.

Ces mêmes sources ajoutent que les Iraniens et les Frères sont convaincus de l'existence d'intérêts communs, à un moment où certains pays occidentaux et États du Golfe tentent de les isoler et de les pousser vers la confrontation, tandis que les préparatifs pour une guerre contre l'Iran se poursuivent, après avoir exacerbé le conflit sunnite-chiite. Cela impose aux deux parties d'œuvrer en vue de surmonter certaines divergences et d'accélérer la solution à la crise syrienne dans un sens préservant les intérêts de toutes les parties. Les sources révèlent que le fait que le Conseil national syrien n'ait pas été reconnu comme représentant unique et légitime du peuple syrien lors de la conférence des Amis de la Syrie, à Tunis, est le fruit d'un arrangement conclu entre les Iraniens et les dirigeants des Frères. En contrepartie, Téhéran s'engageait à exercer des pressions afin d'accélérer le règlement politique en Syrie, en coopération avec la Russie et la Chine. Mais les mesures prises n'étaient pas du niveau requis.

► *An Nahar* (Quotidien libanais proche du *14 Mars*, 30 mars 2012)

Sarkis Naoum

Les Américains préfèrent que le Liban ne sombre pas dans le chaos ou la discorde. L'intérêt n'est pas porté au Liban mais il est suscité par la crainte pour Israël de la part des missiles du Hezbollah, et par les affrontements en cours en Syrie et dans lesquels le Liban pourrait être impliqué si les principaux acteurs locaux se laissent entraîner ou si les Syriens, loyalistes et opposants, les y entraînent.

Par ailleurs, il n'y a aucune décision d'intervenir militairement en Syrie pour de nombreuses raisons, dont les plus importantes sont : les États-Unis sont en période électorale et l'absence d'unanimité internationale au Conseil de sécurité.

D'autre part, la cause palestinienne et la lutte de son peuple contre Israël ne suscitent aucun intérêt aux États-Unis, en dépit des déclarations américaines qui veulent faire croire le contraire. Ce désintéressement pourrait durer très longtemps et offrirait à Israël l'opportunité d'imposer de nombreux faits accomplis dangereux dans les territoires occupés, et préparer le terrain à des solutions

« injustes » pour la cause palestinienne.

Enfin, les probabilités d'une frappe militaire contre les installations nucléaires iraniennes sont grandes. Elle pourrait avoir lieu dans quelques mois, avant les élections présidentielles.

► *Al Akhbar* (Quotidien libanais proche de la majorité, 30 mars 2012) Saër Ghandour

Certains alliés du Premier ministre Najib Mikati sont déçus par la performance du gouvernement. Ils espéraient que M. Mikati serait capable de mettre un terme au monopole de la représentation sunnite par le haririsme politique et craignent aujourd'hui que l'échec de l'action gouvernementale ne porte un coup dur à ce projet et ne permette la montée en flèche du haririsme pendant de longues années. Pour éviter ce cauchemar, ils misent sur les prochaines élections : le tout est de savoir si Mikati parviendra à garantir l'élection d'un bloc parlementaire de plus de dix députés sunnites, qui seront capables de le désigner pour le poste de Premier ministre lors des prochaines consultations parlementaires. Mais ce bloc ne doit pas se limiter au Liban-Nord uniquement... Des sources informées expliquent que le chef du gouvernement est désormais convaincu qu'il sera difficile de nouer une alliance avec le Courant du Futur à l'avenir, et chercherait à présent à installer son propre filet de sécurité. D'où l'idée de rencontres avec des personnalités sunnites opposées à ce Courant. D'autres sources se demandent si Mikati a vraiment l'intention de se porter candidat aux prochaines législatives.

► *Al Akhbar* (28 mars 2012)
Nader Fawz

Le dernier rassemblement du 14-Mars, au BIEL, était un véritable scandale qui a poussé les membres de ce mouvement à réviser les bases de son projet pour stopper son recul. Les forces dirigeantes du 14-Mars, notamment le Courant du Futur, les Forces libanaises et le Parti des Kataëb, ont estimé que le changement était devenu une nécessité. Ce chantier a été mis sur les rails mercredi pendant la réunion hebdomadaire du secrétariat général du mouvement. Les députés Marwan Hamadé et Dory Chamoun et l'ancien député Elias Atallah ont été chargés d'effectuer tous les contacts nécessaires

pour mettre en œuvre les mécanismes de réforme intérieure et concrétiser le désir au changement.

Tout a commencé avec les scandales du BIEL et la faible participation à ce meeting ainsi que sa légère consistance politique. Saad Hariri aurait personnellement pris part à ce débat et décidé de faire porter la responsabilité de ces déconvenues au coordinateur du secrétariat général du 14-Mars, l'ancien député Farès Souhaid. Il a contacté ce dernier pour lui faire parvenir les remarques nécessaires au sujet de sa gestion du secrétariat général : en clair, lui faire assumer la responsabilité de la détérioration de la relation avec la Gauche démocratique, du mauvais choix des orateurs du dernier meeting, et de l'échec de la mobilisation.

► *Al Akhbar* (28 mars 2012)

Hassan Olleik

L'acte d'accusation du Tribunal spécial pour le Liban (TSL) précise que l'un des accusés, Hussein Oneissi, a usurpé le nom de « Mohammad » et a fait connaissance, deux mois avant l'attentat (entre le 22 décembre 2004 et le 17 janvier 2005) d'Ahmad Abou Adas, et l'a choisi pour être le kamikaze présumé qui a tué Rafic Hariri. Une partie de l'acte d'accusation a été gardée secrète, celle qui précise que l'accusation s'est basée sur un témoin-clé pour déterminer la véritable identité de « Mohammad ». Ce témoin s'appelle Ahmad Mahmoud Mohammed Labda, un Libanais né en 1985. Dans sa déposition, Ahmad Labda affirme avoir été abordé, en décembre 2004, dans la mosquée de l'Université arabe de Beyrouth, par un inconnu qui se faisait appeler « Mohammad », qui lui a demandé de lui enseigner la prière. Ils se sont donnés rendez-vous deux jours après, mais Ahmad Labda n'a pas pu venir. Il n'a plus jamais revu ce Mohammad. Une semaine plus tard, Ahmad Abou Adas, qui venait quotidiennement à la mosquée, disparaît. Plus tard, il apprendra de la mère d'Abou Adas que son fils avait fait la connaissance d'un dénommé Mohammad, né de parents musulmans mais qui avait grandi dans un orphelinat chrétien. Ce mystérieux personnage voulait revenir à l'islam, et le jour de sa disparition, son fils lui avait dit qu'il allait voir Mohammad, qu'elle n'a jamais vu en chair et en os. Cinq ans plus

tard, en 2010, les enquêteurs internationaux soumettent à Ahmad Labda une série de photos, parmi lesquelles figurent celles de Hussein Oneissi, qu'il reconnaît comme étant le fameux Mohammad.

Premièrement : la déposition de Labda n'a pas été évaluée par les enquêteurs pour en mesurer la fiabilité. Pourtant, Ahmad Labda n'a parlé qu'un court moment au dénommé Mohammad, cinq ans plus tôt, et les deux photos qui lui ont été soumises sont de mauvaises qualités, à un tel point que l'on n'est pas sûr qu'elles appartiennent à la même personne.

Deuxièmement : dans une lettre (numéro 60015069-60015066) adressée à la commission d'enquête, Ahmad Labda décrit « Mohammad » comme suit : 25 ans, blanc de peau, grands yeux bleus, pas de lunettes, cheveux châtain, 1m70-1m75 cm. Pourtant, ceux qui connaissent Hussein Oneissi savent que ces descriptions ne lui collent pas. Il est de type basané, cheveux noirs, yeux marron et, en 2005, il avait déjà 31 ans. De plus, un voisin d'Abou Adas, Abdel Rahmane Harb, qui avait vu Abou Adas deux fois en compagnie de Mohammad, décrit ce dernier comme étant plus jeune et plus petit de taille que la personne décrite par Ahmad Labda dans sa déposition.

► ***Al Akhbar*** (27 mars 2012)

Jean Aziz

Le boycott par les chrétiens haririens de la messe célébrée à Bkerké par le Patriarche maronite, Mgr Béchara Raï, à l'occasion de l'Annonciation et de la commémoration du premier anniversaire de son élection à la tête de l'Église maronite, n'est pas un acte isolé mais il est le fruit d'une décision décidée dans les plus hautes sphères internationales. En novembre dernier, la Maison Blanche avait refusé d'accorder un rendez-vous au prélat. Plus récemment, cheikh d'Al-Azhar, la plus haute autorité de l'islam sunnite, avait appelé au boycott du patriarche au Caire. Quel est le dénominateur commun entre les chrétiens haririens libanais, l'institution religieuse officielle régionale et le centre de prise de décision américain ? C'est le projet sioniste-islamiste, adopté par Washington depuis longtemps et qui consiste à assurer les intérêts

de chacune des trois parties dans la région : le pétrole pour les États-Unis, la sécurité et la reconnaissance à Israël, et le pouvoir aux islamistes.

Pourquoi les auteurs de ce projet, malgré leurs pouvoirs financier, matériel, médiatique et diplomatique, considèrent-ils le Patriarche maronite comme un danger pour eux et pour leur projet ? Les auteurs de ce projet réalisent le poids que représente le Patriarche maronite sur la scène politique libanaise. Ils sont en outre convaincus que la question des libertés au Moyen-Orient est intrinsèquement liée à la question des minorités, et que la voix de Bkerké est la voix du Vatican, qui est influente dans tout Occident. Il faudra, par conséquent, faire taire le Patriarche.

► *L'Orient-Le Jour* (Quotidien libanais francophone proche du *14 Mars*, 30 mars 2012)

Les patriarches orthodoxes d'Alexandrie, d'Antioche et de Jérusalem, NN. SS. Dorotheos, Ignace IV et Théophilos III, ainsi que l'évêque de Chypre, Chrisostomos, se sont réunis à Nicosie (Chypre) « pour débattre de la situation des chrétiens au Moyen-Orient, et des moyens de renforcer leur solidarité et de coopérer pour maintenir leur présence sur la terre de leurs ancêtres », a annoncé une dépêche de l'Agence nationale d'information.

« Cette réunion revêt une importance particulière surtout au regard de ce qui se passe en ce moment en Syrie, a précisé Mgr Chrisostomos, soulignant que les patriarches ont insisté sur "la nécessité de la paix, de la sécurité et de la stabilité". Les patriarches ont proposé de former une délégation de chefs d'Église qui se rendrait dans les différentes capitales pour y exprimer leur attachement à la paix, à la réconciliation, ainsi qu'à une prise de conscience de la situation des chrétiens au Moyen-Orient. »

« La Syrie a été le berceau de la présence chrétienne depuis le début de l'ère chrétienne, ont insisté les présents, et le voisinage des clochers et des minarets est profondément significatif de la fraternité et de l'amour qui unit les citoyens d'un même pays. Et d'insister pour que tous les efforts soient déployés en vue du rétablissement de la paix (en Syrie) et la concrétisation des aspirations de tous les Syriens. »

► *L'Orient-Le Jour* (29 Mars 2012)

Emile Khoury

Il n'y a qu'une politique de neutralité qui pourrait garantir l'unité du Liban, consolider sa pérennité politique, sécuritaire et économique et la convivialité. Sans cela, les Libanais resteront toujours divisés entre Orient et Occident, comme c'est le cas maintenant avec la crise syrienne, chaque partie affirmant que la majorité (du peuple syrien, dans ce cas) est avec elle. Le cas s'est posé tellement de fois depuis les Britanniques et les Français jusqu'aux Palestiniennes et Syriens... Il est clair que dès qu'une partie libanaise se positionne au côté d'une partie arabe ou internationale, l'autre partie se range automatiquement auprès d'un autre camp arabe ou international. Et il est impossible de sortir de cet état de fait autrement qu'en adoptant une politique de neutralité vis-à-vis de tous, sauf Israël, en attendant que la paix globale soit réalisée.

La question des armes du Hezbollah, qui divise tout autant les Libanais, ne peut, elle, être résolue que par le dialogue. La question qui se pose est la suivante : les Libanais veulent-ils d'un État fort qui établirait sa souveraineté sur l'ensemble de son territoire et qui ne partagerait pas son monopole de la violence légitime avec une autre entité ? Cette question reste pour l'instant sans réponse, et tous les sommets les plus variés n'arrivent pas à régler ce problème. Pis, le mal se répand rapidement dans l'organisme libanais. C'est pourquoi il est nécessaire que les chefs spirituels et les leaders politiques prennent position en faveur d'une neutralité ou d'une neutralisation du Liban, en prenant des mesures concrètes dans cette direction, car seule la neutralité peut extirper le Liban de la politique des axes. Il est tout aussi nécessaire de prendre position au sujet de l'arsenal du Hezbollah, car le monopole de la violence légitime doit rester entre les mains exclusives de l'État. Car il faut choisir entre la logique de l'État, et le retour des mini-États et des armes qui seront de nouveau entre les mains de tous, aucune communauté n'acceptant qu'une autre puisse posséder le monopole des armes.

► *Haaretz* (Quotidien israélien, 29 mars 2012)

Youri Avneri

Israël n'attaquera pas l'Iran, un point c'est tout. Les États-Unis n'attaqueront pas l'Iran, un point c'est tout. L'Amérique n'attaquera pas l'Iran ni cette année, ni l'année prochaine, ni dans les prochaines années. Et pour une raison beaucoup plus importante que les considérations militaire et électorales. Elle n'attaquera pas car une telle attaque est susceptible de provoquer une catastrophe nationale pour elle, et une catastrophe globale pour le monde entier.

Napoléon a dit : « Si vous voulez comprendre la politique d'un pays, jetez un coup d'œil sur la carte. » Quelques minutes à peine après une éventuelle attaque, l'Iran fermera le détroit d'Ormuz par lequel transite la plupart du pétrole exporté par l'Arabie saoudite, les Emirats, le Qatar, le Koweït, l'Irak, Bahreïn et l'Iran. 40% du pétrole transporté par voie maritime dans le monde, passent pas le détroit. Quelques minutes après la fermeture d'Ormuz, les prix du pétrole vont grimper deux, trois ou quatre fois. L'économie américaine et celle du monde s'effondreront alors.

La fermeture du détroit d'Ormuz sera une des plus simples opérations militaires. Il suffit de tirer quelques missiles de la mer ou de la terre pour le fermer. Mais pour sa réouverture, il ne suffit pas d'envoyer les porte-avions géants appartenant à la marine américaine parader. L'Amérique devra envahir une grande partie de l'Iran pour que le détroit ne soit plus à la portée des missiles. L'Iran est plus grand que la France, l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie réunies. La guerre sera longue, style Vietnam.

Pour l'Iran, il n'y a pas de différence entre une attaque israélienne ou américaine. Dans les deux cas, le résultat sera la fermeture du détroit d'Ormuz et le déclenchement d'une guerre totale. Ces raisons sont suffisantes pour que les États-Unis et Israël s'abstiennent d'attaquer l'Iran.

56 ans sont passés depuis qu'Israël a lancé une guerre sans en informer les Américains et obtenir leur accord. Lorsqu'il l'a fait, en 1956, le président Eisenhower lui a arraché toutes les réalisations de la victoire, sans lui en laisser une seule. Avant la guerre des Six-Jours et la Première guerre du Liban, le gouvernement israélien

a dépêché à Washington des émissaires spéciaux. Si, cette fois, il lance une attaque contre l'avis des Américains, qui fournira les munitions à l'armée ?

Pierre Khalaf

Source
[New Orient News \(Liban\)](#)

Source : « La « malédiction syrienne » hante l'Europe », par Pierre Khalaf, New Orient News (Liban), *Réseau Voltaire*, 2 avril 2012, www.voltairenet.org/a173382